



Par Serge Noirsain

“Au lieu de tirer le meilleur parti de cette ressource (le coton), le gouvernement de Davis prit délibérément toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour le rendre sans usage. Lincoln avec son blocus et Davis avec son embargo - deux tendances résolument opposées - aboutirent au même résultat: la destruction du Sud en tant que puissance économique et financière”. Il y a soixante ans déjà que Burton J. Hendrick portait ce jugement sur cette désastreuse option politique du cabinet confédéré, qui condamnait inéluctablement sa jeune nation à une lente mort par strangulation.¹

Il est difficile de définir la position de l'exécutif confédéré par rapport au consensus national qui, en 1861, s'opposait à l'exportation du coton. Les principaux biographes de Jefferson Davis évoquent plus volontiers la “noblesse” du personnage dans l'adversité que son implication dans l'embargo, comme s'il ne s'agissait que d'un événement mineur perdu dans la fougue de l'indépendance sudiste. Des historiens comme Schwab, Callahan, Owsley, Yearns, Todd et une pléthore de leurs confrères reconnaissent qu'il s'agissait d'une situation de fait que Davis s'abstint de faire entériner par le Congrès afin de ne pas indisposer les économies française et anglaise.² L'embargo aurait été la réplique spontanée de la population sudiste lorsque les puissances européennes reconnurent la validité du blocus.

Quelles furent les véhicules et les manifestations de ce qui apparaît aujourd'hui comme une immense campagne d'intoxication? Dans son *King Cotton Diplomacy*, Frederic Owsley passe en revue les rodomontades les plus vertigineuses d'une presse arrogante qui se prétendait l'écho d'une puissance économique et militaire indomptable. “Les cartes sont entre nos mains” glapit le *Charleston Mercury* du 4 juin

¹ *Statesmen of the Lost Cause - Hendrick, p. 208.*

² *King Cotton Diplomacy - Owsley, p. 30; The Confederate Congress - Yearns, pp. 166-67; Finance & Purchasing - Lester, p. 13; Official Records of the Union and Confederate Armies (repris ultérieurement sous le sigle OR) Series 4 - I, pp. 328-29; War for Union, Improvised War - Nevins, p. 100; Financial and Industrial History - Schwab, pp. 239-40.*

1861, “et nous entendons les utiliser jusqu’à la banqueroute de chaque filature en France et en Grande-Bretagne ou jusqu’à la reconnaissance de notre indépendance”.

L’extrait qui suit, du *Charleston Courier* du 26 juillet 1861, donne le ton qu’adopteront les plus éminents journaux du Sud jusqu’en 1862: “Faisons savoir à l’Angleterre et à la France que nous avons des tâches beaucoup plus importantes à effectuer que de leur vendre du coton (...), que nous avons l’intention de suspendre toutes nos opérations commerciales pendant un an ou deux, jusqu’à ce que la flotte du blocus ait cessé de projeter son ombre sur nos eaux. A aucun prix nous ne vendrons du coton à quiconque, ami ou ennemi. Nous ne retiendrons aucune proposition d’en exporter, ne fût-ce qu’une partie. Nous ne laisserons pas une balle de coton quitter nos plantations sous quelque prétexte que ce soit”. En substance, toute la presse sudiste prêcha l’embargo et des représailles pour ceux qui y contrevenaient.³

La symbiose était totale entre les organes de presse, les pouvoirs locaux et les associations de planteurs. La plupart des gouverneurs des Etats sécessionnistes et en particulier ceux de Louisiane, de l’Alabama, de Floride, du Mississippi et des deux Carolines émirent des proclamations ou incitèrent leur Chambre des représentants à promulguer des actes prohibant l’exportation du coton par leurs ports. Ce “diktat” populaire ne passait par aucun service officiel. Il s’exerçait par l’extrême vigilance des divers comités de “Salut Public” créés dans les principaux ports du Sud. Si l’embargo n’était pas une loi, ils se chargeaient de le faire respecter comme telle. Le droit maritime international ne les émut guère. En octobre 1861, Robert Bunch, le consul britannique de Charleston, entra en ébullition lorsque un comité de Wilmington interdit à six cargos britanniques d’appareiller avec leur cargaison, alors que la flotte fédérale n’avait pas encore bloqué ce port.⁴

Cette coercition sur le coton atteint son paroxysme au printemps 1862. Elle s’exprime d’abord par une campagne de presse visant à réduire la récolte de 1862. Ensuite, elle se concrétise par la destruction de centaines de milliers de balles sous le prétexte, parfois fallacieux, de les empêcher de tomber aux mains de l’ennemi.⁵ Entre-temps, l’agent de la propagande confédérée en Europe, Henry Hotze, avait lancé son *Index* au sein de la presse londonienne. Il s’aligna totalement sur ses confrères du Sud en cherchant à terroriser les fortunes britanniques dépendant des filatures et la classe ouvrière qui y trouvait de l’embauche. Pour mieux agiter le spectre de la famine cotonnière, ses éditoriaux décrivirent en détail les exactions auxquelles les planteurs et les autorités sudistes se livraient sur leur coton.⁶ Robert Bunch résume parfaitement la situation qui prévaut alors dans le Sud en avisant Londres que “la volonté incontrôlable d’une communauté irresponsable qui se place au-dessus des lois et se substitue à l’autorité légale (...) régit tout le commerce extérieur de la Caroline du Sud”.⁷

Cette unanimité du lobby des planteurs, de la presse et du monde politique nous invite à nous demander qui manipulait qui. Si la presse en était la seule origine, on pourrait s’interroger sur la raison d’un consensus aussi prodigieux. On pourrait également supposer que celle-ci ne faisait que refléter le flux qui emportait les divers secteurs commerciaux sudistes. Cependant, l’histoire nous enseigne que les grands

³ Pour plus détails sur les articles de presse des *Charleston Mercury*, *Richmond Enquirer*, *Richmond despatch*, *Mobile Register*, *Montgomery Adviser*, voir *King Cotton - Owsley*, pp. 24-29; *Britain and the War - Jenkins*, p. 141.

⁴ *British Consuls - Bonham*, pp. 97-104.

⁵ *King Cotton - Owsley*, pp. 34-37; *OR IV-1*: pp. 836-37, 905; *IV-2*: pp. 58-59, 461-63, 472-73, 488-89; *IV-3*: pp. 1066-67.

⁶ “*Index*” des 15 et 22 mai 1862.

⁷ *FO 5 - United States*, vol. 781, Part II, vol. 107: *Bunch to Russell*, in *King Cotton - Owsley*, p. 38.

mouvements populaires ne jaillirent jamais spontanément de la base. Ils résultèrent toujours d'une action structurée du haut vers le bas, aux moments les plus opportuns. Il est incontestable que la doctrine du "Roi Coton" avait été ancrée depuis belle lurette dans la mentalité de la prétendue aristocratie du Vieux Sud. Il est vrai que celle-ci portait un jugement flatteur sur ses capacités intellectuelles, économiques et militaires. Une attitude du reste très comparable à celle de l'aristocratie parasitaire, au siècle précédent, en Europe.

La désinvolture ou le déconcertant mutisme du cabinet de Jefferson Davis vis-à-vis de cette campagne de désinformation en explique peut-être l'impact. Un fait est certain: le gouvernement confédéré, dans sa globalité, l'approuva totalement. D'abord parce qu'il ne fit rien pour le corriger, ensuite parce qu'il y concourut en prenant, par le biais de son Congrès, des mesures restreintes mais concomitantes de cet embargo.⁸

L'exécutif sudiste souhaitait provoquer une réaction politique de la France et du Royaume-Uni en les soumettant à ce qu'il pensait être un stress économique. Le défi aurait peut-être porté ses fruits si la récolte de 1860 n'avait pas été surabondante. En avril 1861, les entrepôts européens avaient encore en stock de quoi tenir six mois. A elle seule, la Grande-Bretagne disposait encore de plus d'un million de balles de coton brut (soit environ 226.000 tonnes si l'on considère qu'une balle pesait en moyenne 500 livres, soit 226 kilos) et de plus de 135.000 tonnes de coton traité (soit l'équivalent de 600.000 balles).⁹ Le Sud avait choisi une mauvaise année pour faire sécession et son président aurait dû et aurait pu ne pas l'ignorer! En effet, déjà à cette époque, chaque cargo quittant un port ou y entrant devait être muni d'un "connaissance" sur lequel figuraient la nature et le tonnage de sa cargaison. En homme d'Etat responsable, le président confédéré aurait dû se renseigner sur l'importance des stocks de coton à l'étranger. La recherche et le regroupement de ces données n'étaient pas une tâche herculéenne puisque les autorités britanniques, françaises et même belges connaissaient exactement les quantités de coton importées sur leur sol. Celles-ci figuraient notamment dans le *London Economist*, édité par le *British Board of Trade*.

On peut donc se demander pourquoi les figures de proue de l'autonomie sudiste négligèrent de consulter une presse que suivaient tous leurs confrères du vieux continent. En fait, Davis n'y songea probablement pas parce qu'il n'était qu'un politicien régional peu accoutumé à traiter des questions économiques d'envergure internationale. L'historien Bell I. Wiley dit de lui: "*il était un piètre administrateur en raison de son manque d'expérience au sein du pouvoir exécutif (...) Pendant des années il siégea brillamment au Congrès et géra convenablement le secrétariat à la Guerre, mais aucun de ces postes n'exigeait les qualités requises pour aborder l'ensemble des affaires de l'Etat*". S'appuyant sur le témoignage du chef des services administratifs du département de la Guerre, Wiley affirme également que la mégalomanie administrative du président confédéré le rendait "*incapable d'émettre une opinion globale sur un problème ou de s'y consacrer exclusivement lorsqu'il était important*".¹⁰

Davis n'imagina pas que sa récolte de 1861 pouvait être consignée ailleurs que dans le Sud. En 1861 et au début de l'année suivante, l'exportation massive du coton sudiste vers les ports neutres du Mexique, de Belize, de La Havane et des Antilles britanniques, pour ne citer que les plus proches, aurait été facile parce que la marine fédérale manquait singulièrement de vaisseaux. Au moment où il proclama le blocus des côtes sudistes, Lincoln ne pouvait compter que sur moins d'une centaine d'unités navales

⁸ *Journal Confederate Congress*, vol. I, pp. 205-6, 251, 264, 288, 290, 308-9, 312; vol. V, p.117.

⁹ *Scotland and the American Civil War*, p. 133; *James Lumsden and the Civil War - Wilbraham*, p. 21.

¹⁰ *Road to Appomattox - Wiley*, pp. 14-17.

pour verrouiller les 4.500 kilomètres de côtes adverses, d'Alexandria (Virginie) à l'embouchure du Rio Grande. Or, seulement quarante de ses navires étaient mus par la vapeur.

L'opinion publique dont Jefferson Davis était le reflet ne créait pas vraiment l'unanimité au sein du premier cabinet confédéré. Quelques années après le rétablissement de l'Union, Leroy P. Walker, le secrétaire à la Guerre en 1861, se souvint sa première réunion de cabinet en février 1861: "*Il n'y avait qu'un homme qui fit preuve de bon sens et celui-ci était Judah Benjamin. Il proposa que le gouvernement achète le plus possible de coton, au moins 100.000 balles, et qu'il les expédie immédiatement en Angleterre. Une partie du produit de leur vente pouvait être investi dans l'achat d'armes et de munitions. Le reste pouvait être conservé comme fonds de réserve pour notre crédit à l'étranger parce que, selon lui, nous entamions une guerre longue et coûteuse*".¹¹ Benjamin était le seul membre du gouvernement à avoir la dimension d'un véritable homme d'Etat. Il était en effet le seul à avoir parcouru intensément l'Europe dont il parlait et écrivait trois langues. Il était le seul à avoir brassé des affaires commerciales internationales et à avoir fréquenté autant de personnalités européennes du monde de la finance, du droit et de la politique. Quoiqu'il en soit, il ne fut pas l'unique membre du cabinet de Davis à renâcler devant l'application de cet embargo. Robert Toombs, qui occupait alors le poste de secrétaire d'Etat, ne se priva pas de clamer que s'il avait été président, il aurait "*engagé chaque livre de coton à un prix suffisamment raisonnable pour contenter les planteurs et attirer tous les navires français et britanniques*". Du reste, dégoûté par cette administration qu'il qualifia de timorée, il démissionna en juillet 1861 pour exercer un commandement dans l'armée.¹²

Le vice-président Alexis Stephens ne participa pas aux débats de son gouvernement mais sa voix retentit tout de même comme un oracle de la Pythie. Il affirma d'abord que l'exportation de leur récolte de 1861 soutiendrait plus sûrement leur monnaie que si elle restait entreposée dans le Sud. De son point de vue, c'était la seule façon de financer les navires qui pourraient préserver la continuité de leurs transactions avec la France et la Grande-Bretagne en maintenant ouverts quelques-uns de leurs ports. Puisque le Trésor arguait qu'il n'avait pas assez d'argent pour investir dans une telle flotte, Stephens prétendit qu'il pouvait recourir à des emprunts portant un intérêt de 8% que garantiraient leurs dépôts de coton en Europe.¹³ Cet étrange Cassandre était, lui aussi, condamné à n'être pas écouté. Pourtant, en quelques phrases, il avait fait la synthèse de ce qui était primordial pour la survie de la Confédération et de ce qui serait la cause de son annihilation.

En 1861, Robert B. Rhett éditait le *Mercury* de Charleston et il hurla aussi fort et souvent beaucoup plus fort que ses confrères en faveur de la rétention ou de la destruction de leur coton. Cela ne l'empêcha pas, en 1887, de rédiger pour le *Century Magazine* de New York, un article dans lequel il décrivit fort complaisamment la fin de non-recevoir que réserva Davis à une proposition de George Trenholm. Comme Robert Rhett devint un des plus acharnés adversaires politiques du président Davis, son article dans le *Century Magazine* ressemble à un ultime règlement de comptes. Les faits relatés ne sont pas pour autant inexacts car les annales de la compagnie *John Fraser* les

¹¹ *King Cotton* - Owsley, pp. 28-42; *Confederate Congress* - Yearn, pp. 165-67; *Confederate Finance* - Todd, pp. 127-29; Davis, *Confederate President* - Strode, pp. 158-59, 186; *Life of J. Benjamin* - Butler, p. 157.

¹² *Diplomatic History* - Callahan, pp. 88-90; *Toombs Papers*, Duke U. Press in Jenkins, p. 12.

¹³ *Stephens' papers*, 3/10/61; *Recollections of A. Stephens* - Avary (édit.) in A. Stephens - Schott, p. 340; *Diplomatic History* - Callahan, pp. 88-90.

confirme. Durant l'hiver de 1861, Trenholm avait fait savoir à Davis que son associé de Liverpool, Charles Prioleau, avait pris une option sur la vente de dix puissants clippers à vapeur de la *British East India Co.* Celle-ci s'en débarrassait à moitié prix (2.000.000 £ ou 40.000 balles de coton) parce qu'elle cessait ses activités commerciales. Or, à cette époque précise, le gouvernement confédéré possédait environ trois millions de balles de coton qui s'entassaient dans divers entrepôts. Il les avait achetées en application du *Produce Act* qui visait à aider les planteurs que l'embargo avait obérés.¹⁴ *"L'exécutif n'apprécia pas l'importance de cette offre et la rejeta"* commenta Rhett. *"Le gouvernement voulait des croiseurs pour détruire le commerce de l'ennemi, mais il était bien plus vital de préserver nos ports. Il délaissa donc cette opportunité et l'Etat anglais racheta les bâtiments en question"*.¹⁵

Durant l'automne 1861, les agents sudistes en mission à l'étranger étaient les mieux placés pour mesurer les premiers effets néfastes de la rétention du coton et pour en subodorer les conséquences. *"Si, durant la première année de guerre"*, écrivit James D. Bulloch, *"nous avions pu livrer 200.000 balles de coton à Liverpool, la position financière des Etats confédérés s'en serait trouvée renforcée et l'envoi au front de nos premières levées de recrues, bien armées et bien équipées, aurait sérieusement influencé le développement des opérations militaires"*.¹⁶ Cette observation ne recherchait pas un simple effet dialectique. Dans sa note du 24 juillet 1861, le secrétaire à la Guerre Leroy P. Walker faisait remarquer au président Davis: *"si nous n'avions eu qu'à leur distribuer des armes, 200.000 volontaires supplémentaires auraient pu être recrutés en moins de deux mois"*.¹⁷ Charles J. Helm était arrivé à La Havane en octobre 1861. En tant que consul des Etats confédérés, il avait la compétence de conclure des marchés pour l'armée et la marine. Après avoir rempli quelques entrepôts, il sollicita à plusieurs reprises l'envoi de forceurs de blocus car leur armée avait terriblement besoin du matériel qui s'empilait sur les docks de La Havane. Helm réclama aussi du coton pour se faire ouvrir de nouveaux crédits mais sa voix ne fut qu'une prière dans le désert or, à cette époque, le blocus fédéral n'existait que sur papier.¹⁸

Il est donc indéniable que Jefferson Davis et les adorateurs du "Roi Coton" ignorèrent délibérément les signaux suffisamment clairs et bien formulés qui les pressaient de renoncer à leur défi à l'Europe. Malheureusement, les lumières de ceux qui posèrent un regard lucide sur l'avenir de leur nation furent accueillies comme des vaticinations par la morgue et l'ignorance de ceux qui se figuraient qu'il suffisait de siéger sur le strapontin du "Roi Coton" pour déplacer des montagnes de l'autre côté de l'Atlantique. Afin de conforter la "grande pensée du règne de Jefferson Davis", Christopher Memminger se retrancha derrière des prétextes fallacieux. Il soutint que l'exportation immédiate de leur coton inciterait les Etats-Unis à renforcer leur blocus, comme si ce n'était déjà pas leur intention! Il réfuta le plaidoyer du vice-président Stephens en affirmant au contraire que *"le coton que son gouvernement laisserait en dépôt dans les plantations serait la meilleure base pour le support de leur devise et de leur diplomatie en Europe!"*.

De telles arguties, le ministre français des Affaires étrangères les démonta en une seule phrase. En février 1862, c'était encore Antoine Edouard Thouvenel qui détenait

¹⁴ Lettre de C.K. Prioleau à Beauregard, le 29/9/1880, p. 38 in G.A. Trenholm - Nepveux.

¹⁵ *The Confederate Government at Montgomery - Rhett*, pp. 106-108 in *Battles and Leaders*, vol. I - Johnson & Buell; *"Charleston Mercury"* des 2, 4, 8, 15 et 17 juillet 1861, in *Britain and the War - Jenkins*, p. 141.

¹⁶ *Secret Services*, vol. I - Bulloch pp. 102-103.

¹⁷ OR IV-1: p. 277.

¹⁸ ORN II-3: pp. 274-75, 284-85, 291, 294-95.

ce portefeuille. Lors de son premier entretien avec John Slidell, il l'écoula impassiblement discourir sur l'inefficacité du blocus et sur la nécessité d'en contester la légitimité. Thouvenel rompit le silence par une simple question qui "fusilla" l'embargo de Davis: "*Si tant de vaisseaux forcent le blocus, comment se fait-il que si peu de coton parvienne dans les ports neutres?*".¹⁹ Cette question, l'Europe tout entière en connaissait la réponse grâce aux informations de ses consuls sur place. Mis à quia, Slidell se perdit en de vaines considérations sur le faible tonnage des bâtiments qui entraient et sortaient encore des ports sudistes. Le *London Times* du 22 novembre 1861 aurait pu répondre à sa place: "*Si des navires peuvent entrer dans le Sud, ils peuvent aussi bien en sortir! Si le Sud veut nous envoyer du coton, il en a l'opportunité. Mais il semble que le gouvernement confédéré en prohibe l'exportation pour forcer les nations étrangères à prendre part à ce conflit*".

Memminger était fort loin de ces tergiversations diplomatiques et il est probable qu'elles n'influencèrent ni les objectifs qu'il s'était fixés ni les critères qui les avaient définis. Pour clore définitivement la polémique, il soutint que leurs ressources financières ne laissaient d'autres options que celles qui avaient été choisies par son gouvernement. Pendant plus de cent vingt ans, les spécialistes de l'histoire de la Confédération soutinrent cette assertion parce qu'elle collait à l'impécuniosité notoire du Trésor confédéré à ses débuts.

L'embargo tomba de lui-même comme un écrou mal taraudé qui ne résiste pas aux pressions intérieures. En mars 1862, Davis avoua en privé, à son fidèle Judah Benjamin, passé entre-temps au secrétariat d'Etat, que la levée de l'embargo avait été une bonne chose.²⁰ Tandis que le département confédéré du Trésor faisait flèche de tout bois pour éviter la banqueroute, la France et la Grande-Bretagne ne bougeaient pas et les armées rebelles souffraient de la carence pécuniaire de leurs agents à l'étranger. Pendant ce temps, la récolte de 1861 traînait dans des entrepôts depuis l'automne, face à un blocus adverse qui avait presque doublé sa mise. Il fallut attendre la parution de *Lifeline of the Confederacy* de Stephen R. Wise pour que s'étalent, avec une précision hautement documentée, les solutions que Richmond refusa ou négligea d'envisager. Démentant ce que l'on a fait accroire depuis plus d'un siècle, l'ouvrage de Wise prouve que la Confédération avait sous la main assez de navires pour convertir une partie de son "or blanc" en solides devises étrangères. En outre, il démontre que la Confédération détourna ces bâtiments de leur fonction première pour les vouer à des fins absurdes et beaucoup plus onéreuses.

En raison de l'embargo et également de la rupture des relations commerciales entre le Nord et du Sud, dix gros cargos se trouvaient en disponibilité de rade dans les ports sudistes, en avril 1861: le *JAMESTOWN* et le *YORKTOWN* furent saisis sur le fleuve James et grossièrement aménagés en canonnières. A Wilmington, en Caroline du Nord, le département de la Marine laissa un particulier racheter le récent *NORTH CAROLINA*. En revanche, il ne s'empara du *NASHVILLE*, un excellent vapeur de haute mer, que pour le transformer en un dérisoire croiseur dont le pont ne pouvait même pas supporter une seule pièce lourde! A Charleston, les départements de la Marine et du Trésor n'intervinrent pas lors de la mise aux enchères de l'*ISABEL* et du *GOVERNOR DUDLEY*. A La Nouvelle-Orléans, les autorités locales affectèrent le *TENNESSEE*, le *STAR OF THE WEST*, le *HABANA* et le *MARQUES DE LA HABANA* à leur escadre du Mississippi. En avril 1862, ces quatre puissants steamers ne firent que de la figuration

¹⁹ *Writings in the Richmond "Examiner" during the Civil War - 26/2/62 - J.M. Daniels in Diplomatic History - Callahan, p. 88; OR II-3, pp. 341-72; Statesmen - Hendrick, pp. 299-301.*

²⁰ *Benjamin - Evans, p. 157.*

face aux unités de guerre de l'amiral fédéral David Farragut. Ces dix bâtiments, qui jaugeaient de 1.200 à 1.800 tonnes, ne nécessitaient aucune altération pour forcer le blocus.

La sous-estimation des potentialités de La Nouvelle-Orléans fut la plus grande opportunité perdue de la Trésorerie rebelle. La *Crescent City* n'était pas seulement le plus grand port du Sud, elle était surtout la plaque tournante du marché cotonnier américain. En plus des sociétés étrangères qui y entretenaient des comptoirs, elle était le siège des deux plus puissantes compagnies maritimes sudistes opérant dans le golfe du Mexique: la *New Orleans - Mobile Mail Co.* de Robert Geddes et la *Charles Morgan Southern Steamship Co.* La première occupait cinq vapeurs rapides, de gros tonnage et de léger tirant d'eau (*ALABAMA, CALIFORNIA, CUBA, FLORIDA* et *OREGON*). La flotte du second comptait quinze vapeurs en pleine activité (*ARIZONA, ATLANTIC, AUSTIN, CALHOUN, C. MORGAN, GALVESTON, GENERAL RUSK, MAGNOLIA, MATAGORDA, MEXICO, SUWANEE, TENNESSEE, TEXAS, W.G. HEWES* et *W.H. WEBB*). Si le tonnage moyen (environ 600 tonnes) des vingt steamers émergeant à ces deux compagnies était inférieur à celui des dix transatlantiques cités plus haut, il était comparable à celui des forceurs de blocus qui sillonnèrent l'Atlantique et le golfe du Mexique de 1862 à 1863. Richmond réquisitionna ou confisqua la quasi-totalité de cette flotte de trente steamers pour constituer le ridicule noyau de ses forces navales ou les utiliser au transport de ses troupes ou de son matériel.²¹

Ces trente bâtiments, dont les services furent si peu profitables au département du Trésor, auraient-ils pu transfuser un sang neuf dans ses finances, surtout à l'étranger? Frederic Owsley, Richard Thompson, Francis Bradlee, Frank Vandiver, Hamilton Cochran, Richard Lester et surtout Stephen Wise sont autant de chercheurs qui, depuis le début de ce siècle, ont étudié et considéré sous toutes ses facettes l'épopée des forceurs de blocus. S'ils divergent parfois sur l'interprétation de certaines statistiques, ils sont en revanche unanimes sur un point fondamental. Pour ces intrépides capitaines, le risque de se faire arraisonner par un vaisseau fédéral était d'un voyage sur dix en 1861 et de un sur huit à la fin de l'année suivante.²² Si nous nous fondons sur ces analyses, il est indéniable que les trente steamers énumérés précédemment auraient pu, en 1861 et au début 1862, être au moins aussi efficaces que les autres, les années suivantes. Sachant qu'un transatlantique à vapeur accomplissait le périple Wilmington-Bermudes en moins de deux semaines et que, du même port sudiste, il lui suffisait de trois jours pour se rendre à Nassau, les trente navires en question auraient pu aisément y livrer 200.000 balles avant le printemps 62. C'était bien plus qu'il n'en fallait pour assurer au Sud un solide crédit à l'étranger avant que Lincoln ait eu le temps de renforcer ses escadres. L'acuité des recherches de Wise confirme bien l'opinion que l'auteur de *Statesmen of the Lost Cause* avait émise, il y a soixante ans: en cautionnant l'embargo, Jefferson Davis avait suicidé sa nation.

La capacité d'un peuple à exister ne se mesure malheureusement que par les actes et les décisions de ceux qu'il a mandatés. La plupart des grandes figures politiques sudistes ne s'inscrivent pas dans l'histoire parce qu'elles ont grandi leur nation, mais parce qu'une grande nation commit l'erreur de leur confier son destin. Sa défaite, la Confédération en portait les germes dans ses propres institutions, elle n'explosa pas

²¹ "Ship Registers and Enrollment" - Record Group 41, Industrial and Social Branch, Nat. Archives, in *Lifeline de Wise*, pp. 26, 74-76, 230-32.

²² *King Cotton* - Owsley, pp. 250-268; *Blockade Running through Bermuda* - Vandiver, pp. xi-xxiv; *Purchasing Abroad* - Thompson, pp. 41-47; *Lifeline* - Wise, pp. 58-72; *Purchasing in Great Britain* - Lester, pp.110-14, 205. En outre, les ouvrages de Cochran (*Blockade Runners of the Confederacy*) et de Bradlee (*Blockade Running during the Civil War*) contiennent de nombreux commentaires à ce sujet, disséminés dans leurs divers chapitres.

sous le rouleau compresseur de l'industrie nordiste, elle implosa, minée par l'impéritie de ceux qui la dirigèrent.

* * *

SOURCES CONSULTÉES

- BEMIS S.F.** - *Diplomatic History of the United States*, New York, 1964.
- BOATNER M.M.** - *The Civil War Dictionary*, New York, 1959.
- BOAZ T.** - *Guns for Cotton, England Arms the Confederacy*, Shippensburg, Pa., 1996.
- BONHAM M.L.** - *The British Consuls in the Confederacy*, New York, 1911.
- *The French Consuls in the Confederacy*, New York, 1915.
- BOTSFORD R.** - *Scotland and the American Civil War*, University of Edinburgh, 1955.
- BRADLEE F.B.C.** - *Blockade Running during the Civil War*, Philadelphia, 1974.
- BULLOCH J.D.** - *The Secret Services of the Confederate States in Europe*, 2 vols. New York, 1972.
- BUTLER P.** - *Life of Judah P. Benjamin*, Philadelphia, 1907.
- CALLAHAN J.M.** - *Diplomatic History of the Southern Confederacy*, New York, 1964.
- CASE L. & SPENCER W.F.** - *The United States and France, Civil War Diplomacy*, Philadelphia, 1970.
- CHESTNUT M.** - *A Diary of Dixie* (édit. B.A. Williams), Boston, 1949.
- COCHRAN H.** - *Blockade Runners of the Confederacy*, New York, 1958.
- CULLOP C.** - *Confederate Propaganda in Europe*, University of Miami Press, 1968.
- EATON C.** - *A History of the Southern Confederacy*, New York, 1954.
- *Jefferson Davis, New York*, 1977.
- ECKENRODE H.J.** - *Jefferson Davis, President of the South*, New York, 1923.
- EVANS E.N.** - *Judah P. Benjamin*, New York, 1988.
- FARLEY M.F.** - *Confederate Financier George Trenholm*, in "Civil War Times Illustrated", vol. XXI, December 1982.
- FOHLEN C.** - *L'industrie Textile au Temps du Second Empire*, Paris, 1956.
- HAMMOND M.B.** - *Cotton Industry*, in *American Economic Association*, New York, 1897.
- HENDERSON W.O.** - *The Lancashire Cotton Famine 1861-65, Manchester*, 1934.
- HENDRICK B.J.** - *Statesmen of the Lost Cause*, New York, 1939.
- JENKINS B.** - *Britain and the War for Union* - 2 volumes, London, 1974.
- JOURNAL OF CONGRESS OF THE CONFEDERATE STATES OF AMERICA**, *Senate Executive Documents* (58th Congress, 2d session, 1903-4), Vols. XXV-XXXI, N° 234. 7 vols., Washington D.C. Government Printing Office, 1910.
- LESTER R.I.** - *Confederate Finance and Purchasing in Great Britain*, Charlottesville, 1975.
- MATTHEWS J.M.** - *Statutes at Large of the Confederate States of America*, First Congress, Statute IV, chapter XXIII, XXIV, 1864.
- NATIONAL ARCHIVES (NA)** - Foreign Affairs Division. State Department Correspondence (SDC). France, Despatches, 1861-1865, Washington D.C.
- NEVINS A.** - *The War for the Union: the Improvised War*, 1861-1862, New York, 1959.
- OWSLEY F.L.** - *King Cotton Diplomacy*, Chicago, 1959.
- POLLARD E.A.** - *A Life of Jefferson Davis, With a Secret History of the Southern Confederacy*, Philadelphia, 1869.
- PELZER J. & L.** - *Cotton Everywhere, Running the Blockade through Nassau*, in "Civil War Times Illustrated", vol. XIX, 1981.
- SCHOTT T.E.** - *Alexander H. Stephens of Georgia, a Biography*, Baton Rouge, 1996.
- SCHWAB J.C.** - *The Confederate States of America: A Financial and Industrial History*, NY., 1968.
- STRODE H.** - *Jefferson Davis, American Patriot, 1808-61*, New York, 1955.
- *Jefferson Davis, Confederate President*, New York, 1959.
- *Jefferson Davis, Tragic Hero, 1864-89*, New York, 1964.
- THOMSON S.B.** - *Confederate Purchasing Operations Abroad*, Gloucester, 1973.
- TODD R.C.** - *Confederate Finance*, Athens, 1954.
- UNITED STATES - DEPARTMENT OF THE NAVY**: Government Printing office, Washington D.C.
- *Official Records of the Union and Confederate Navies*, Series II, vol. 3, 1894-1927.
- *Official Records of the Union and Confederate Armies*, Series IV, vols. 1 et 3, 1880-1901.
- VANDIVER F.E.** - *Confederate Blockade Running through Bermuda*, 1861-65, New York, 1970.

WILBRAHAM K.P. - *Sir James Lumsden of Arden and the American Civil War*, Scottish Industrial History, vol. XVI, 1993.

WILEY B.I. - *The Road to Appomattox*, New York, 1977.

WISE S.R. - *Lifeline of the Confederacy, Blockade Running During the Civil War*, University of South Carolina, 1988.

YEARN S.W.B. - *The Confederate Congress*, Athens, 1960.